

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE

LE CENTRE HOSPITALO- UNIVERSITAIRE IBN ROCHD
CASABLANCA

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Passé en application, de l'article 3 du décret N °2-22-431 du 15 chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

APPEL A LA CONCURRENCE POUR CONVENTION

N° CV 011/2025/CHUIRC-R2

ASSURANCE DES VEHICULES
APPARTENANT AU CENTRE HOSPITALO- UNIVERSITAIRE IBN ROCHD

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION :

Le présent règlement de consultation a pour objet la sélection **d'un intermédiaire d'assurance agréé** (Agent ou Courtier) qui sera chargé de gérer l'assurance, couvrant les différents véhicules, voitures électriques, ambulances, camions, triporteurs et motos relevant du parc automobile du Centre Hospitalo-universitaire Ibn Rochd.

Le champ d'application de ce contrat comprend les garanties suivantes :

- **Garanties Responsabilité Civile, la Défense et recours,**
- **Garanties Complémentaires.**

ARTICLE 2- MODE DE PASSATION :

La présente consultation est passée par convention de droit commun, sur offres de prix, et ce conformément aux des dispositions du, décret N °2-22-431 du 15 chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 3– ALLOTISSEMENT :

La présente consultation comporte un lot unique.

Chaque concurrent doit soumissionner pour l'ensemble des prestations citées en objet.

A l'issue de présent appel à la concurrence, une convention sera conclue entre le maître d'ouvrage et le candidat retenu.

ARTICLE 4 – COMPOSITION DU DOSSIER :

Le dossier d'appel à la concurrence comprend :

- Une copie de l'avis d'appel à la concurrence
- Un exemplaire du règlement de la consultation
- Un exemplaire de la convention
- Les documents annexes suivants :
 - Le modèle de la déclaration sur l'honneur
 - Le modèle de l'acte d'engagement
 - Le modèle du bordereau des prix – détail estimatif
 - Le modèle du Prime Annuelle
 - Liste indicative des véhicules relevant du parc-auto du CHUIR

ARTICLE 5 - MODIFICATION DU DOSSIER :

Exceptionnellement le maître d'ouvrage peut introduire des modifications dans le dossier d'appel à la concurrence sans changer l'objet du contrat, ces modifications seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé ledit dossier et introduite dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents, Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité.

Les concurrents ayant retiré ou téléchargé les dossiers d'appel à la concurrence seront informés des modifications prévues ci –dessus ainsi que de la nouvelle date d'ouverture des plis le cas échéant.

ARTICLE 6 - RETRAIT DES DOSSIERS :

Le dossier d'appel à la concurrence est téléchargeable à partir du site web du Centre hospitalo-Universitaire Ibn Rochd : « **www.chuibnrochd.ma** ».

ARTICLE 7 – CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS :

Le présent appel à la concurrence est destiné **aux Intermédiaires** et aux **Compagnies** d'assurance qui disposent des moyens humains, financiers, matériels et **qui démontrent une expérience confirmée dans les branches d'assurance parc automobile citées en objet.**

7.1 – Seules Peuvent valablement participer au présent appel à la concurrence les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises,
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitués des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement,
- Sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires auprès de cet organisme.

7.2 - Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :

- Les personnes en liquidation judiciaire,
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente. Dans ce cas une copie certifiée conforme à l'originale de l'autorisation doit être jointe au dossier administratif
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés.

ARTICLE 8 – JUSTIFICATION DES CAPACITES ET QUALITES :

Les pièces à fournir par les concurrents pour justifier leur capacité et leur qualité sont :

8.1 - Un dossier administratif comprend :

Pour chaque concurrent à la présentation des offres

- Une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique.
- Pour le groupement, une copie légalisée de la convention de la constitution du groupement,

1) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent.

S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon les cas :

- Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
- Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent pour donner pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale.
- L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

2) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière.

3) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme

4) Le certificat d'immatriculation au Registre de Commerce modèle 9 pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur

8.2 - Un dossier technique comprend :

- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent
- Les attestations **ou leurs copies certifiées conformes** à l'original délivrées par les hommes d'art sous la direction desquels lesdites prestations ont été exécutées ou par les bénéficiaires publics ou privés des dites prestations. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, le montant, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire. Toutes les informations (date, signataire, nom prénom et la qualité du signataire, cachets...) contenues dans les attestations doivent être lisibles.

8.3 – Un dossier additif comprend :

- pour l'intermédiaire d'assurance : l'agrément ou l'autorisation d'exercer l'activité d'intermédiaire d'assurance délivré par l'autorité compétente et l'agrément de la compagnie d'assurance l'autorisant d'exercer l'activité d'assurance et de réassurance délivré par l'autorité compétente.
- Pour la compagnie d'assurance : l'agrément ou l'autorisation d'exercer l'activité d'assurance délivré par l'autorité compétente.
- **Le protocole de gestion du contrat d'assurance**, dûment signé par la Compagnie d'Assurance et l'Intermédiaire, fixant :
 - Les modalités de gestion du programme d'assurance souscrit par l'assuré,
 - Les relations et obligations des parties contractantes (compagnie d'assurance et intermédiaire),
 - Les délais de traitement des dossiers,
 - Les délais de remboursement.
- **Le projet du contrat d'assurance proposé par la Compagnie d'Assurance.**

8.4 – Le cahier des prescriptions spéciales (C.P.S.) signé à la dernière page avec la mention manuscrite "Lu et accepté" et paraphé sur toutes les pages.

NB/* les pièces doivent être originales ou en copies certifiées conformes à l'originale

***aucune indication concernant l'offre financière du concurrent ne doit figurer dans le dossier administratif, technique et additif**

ARTICLE 9 – OFFRE FINANCIERE

L'offre financière comprend :

1. l'acte d'engagement, établi en un seul exemplaire, par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du contrat conformément aux conditions prévues à la convention et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi conformément au modèle ci-joint.

Cet acte dûment rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un

concurrent à la fois pour le même marché. et lorsqu'il est souscrit par un groupement, il doit être signé par chacun des membres du groupement.

2. Le bordereau des prix – détail estimatif établi conformément au modèle figurant au dossier du présent appel à la concurrence.

Le montant de l'acte d'engagement doit être établi en chiffres et en toutes lettres. Les montants ainsi que les prix unitaires du bordereau des prix et du détail estimatif sont libellés en chiffres.

En cas de discordance entre ces deux documents cités en 1) et 2), le montant de bordereau des prix-détail estimatif est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

3. Annexe II : Prime annuelle

ARTICLE 10 : INEXACTITUDE DE LA DECLARATION SUR L'HONNEUR

L'inexactitude de la déclaration sur l'honneur peut entraîner par décision du directeur l'exclusion temporaire ou définitive du concurrent des marchés passés par les services relevant de son autorité.

ARTICLE 11 - CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

11.1. Contenu des dossiers des concurrents

Les dossiers présentés par les concurrents, en plus de la convention paraphée et signée, doivent comporter :

1. Un dossier administratif (**cf. article 8.1**) ;
2. Un dossier technique (**cf. article 8.2**) ;
3. Un dossier additif (**cf. article 8.3**)
4. Une offre financière (**cf. article 9**).

11.2. Présentation des dossiers des concurrents

Le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté portant :

1. Le nom et l'adresse du concurrent ;
2. L'objet de l'appel à la concurrence ;
3. La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
4. L'avertissement que « le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission ».

Ce pli contient deux enveloppes distinctes :

1. la première enveloppe contient :

- * Les pièces des dossiers administratif, technique et additif, visés à l'article 8 (1, 2 et 3) ci-dessus
- * La convention paraphée et signée par le concurrent ou la personne habilitée à cet effet ;

Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**dossiers administratif, technique et additif**" ;

2. La deuxième enveloppe comprend l'offre financière du concurrent. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente outre les indications portées sur le pli, la mention « **Offre financière** ».

ARTICLE 12 - DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Les plis sont au choix des concurrents :

- Soit déposer leurs plis contre récépissé au Secrétariat Général à la Direction du Centre Hospitalo-Universitaire Ibn Rochd à l'adresse précitée.
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité.
- Soit les remettre au président de la commission au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel à la concurrence pour la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 13 - RETRAIT DES PLIS

Tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage. La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial ci-dessus.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis

ARTICLE 14 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Les concurrents qui n'ont pas retiré définitivement leur pli dans les conditions prévues à l'article 13 ci-dessus resteront engagés par leurs offres pendant un délai de soixante (60) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si la commission de l'appel à la concurrence estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe.

Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE 15 : LIEU DE LA NATURE DE LA TENUE DES LA SEANCE PUBLICS D'OUVERTURE DES PLIS

L'ouverture des plis aura lieu en séance publique au siège de la Direction du Centre Hospitalo-Universitaire Ibn Rochd.

L'ouverture des plis se déroulera en présence des représentants des concurrents qui désirent y assister.

ARTICLE 16 : LANGUE DES OFFRES

La langue dans laquelle doivent être établies les pièces contenues dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents est le français.

L'offre préparée par le candidat, ainsi que toute correspondance et tous documents concernant l'offre, échangés entre le candidat et l'administration dans le cadre de la présente consultation seront rédigés en langue française.

Tout document ou imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue, dès lors qu'il est accompagné par une traduction en langue française des passages intéressant l'offre. Dans ce cas, et aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction française fera foi.

ARTICLE 17 : MONNAIE DE L'OFFRE :

Les prix de l'offre seront libellés en dirhams (DH) Marocains. Toutefois, la monnaie dans laquelle le prix de l'offres doit être formulé et exprimé, lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc est l'Euro. Dans ce cas, pour être évaluées et comparées, les montants des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis, donné par Bank Al-Maghreb.

ARTICLE 18 : GROUPEMENT

Les concurrents peuvent constituer des groupements pour présenter une offre unique conformément à l'article 150 du décret précité.

ARTICLE 19 : DELAI DE LA RECEPTION DES PLIS

Le délai pour la réception des plis expire le **03/11/2025 à 10 heures 30 minutes** date et heure fixées pour la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 20 : DEROULEMENT DE LA PROCEDURE D'OUVERTURE DES PLIS ET D'EXAMEN DES DOSSIERS DES CONCURRENTS.

20.1- Déroulement de la procédure d'ouverture des plis

L'ouverture et l'examen des offres et l'appréciation des capacités des concurrents s'effectuent comme suit :

20.2- Examen des dossiers des concurrents

La commission apprécie les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de la consultation et au vu des éléments contenus dans les dossiers : administratif, technique et additif fournis par chaque concurrent. Ils seront écartés à ce niveau :

- les concurrents qui ne satisfont pas aux conditions requises prévues à l'article 7 ci-dessus ;
- les concurrents qui n'ont pas respecté les prescriptions de l'article 10 ci-dessus en matière de Présentation de leurs dossiers ;
- les concurrents qui n'ont pas présenté les pièces exigées ;
- les concurrents qui sont représentés par la même personne dans le cadre de cette convention

ARTICLE 21 : EVALUATION DES OFFRES DES CONCURRENTS

L'évaluation ne concerne que les concurrents admissibles à l'issue de l'examen des dossiers administratif, technique et additif.

A ce niveau la commission écarte les concurrents dont les offres financières :

- ne sont pas conformes à l'objet du contrat ;
- ne sont pas signées ;
- expriment des restrictions ou des réserves ;
- présentent des différences dans les libellés des prix, l'unité de compte ou les quantités par rapport aux données prévues dans le descriptif technique, dans le bordereau des prix et le détail estimatif.

La convention sera attribuée au concurrent retenu dont l'offre est jugée avantageuse (offre la moins disante)

REGLEMENT DE CONSULTATION

APPEL A LA CONCURRENCE POUR CONVENTION

N° CV 011/2025/CHUIRC-R2

OBJET : ASSURANCE DES VEHICULES APPARTENANT AU CENTRE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE IBN ROCHD

Etabli par :



Vérifié par :



CHU IBN ROCHD
Chef de Division d'Investissement
et d'Approvisionnement PI

LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALO- UNIVERSITAIRE

IBN ROCHD



Le Directeur

 Hicham AFIF

07 OCT 2025